Jean Baby, Critique de base
Maspéro, janvier 1960

Chapitre III

A PROPOS DU « BIRTH CONTROL », DES FEMMES ET DES JEUNES.

La question du contrôle des naissances, du «birth control», a, un moment, agité le Parti. Elle peut paraître oubliée aujourd'hui, mais elle a eu des conséquences fâcheuses. Elle mérite qu'on en dise quelques mots, sans insister, parce qu'elle met bien en évidence des méthodes de direction et de discussion difficiles à admettre.
On se souvient de l'affaire : à la suite d'une série d'articles de Derogy dans *Libération* sur la question du contrôle des naissances, rassemblés ensuite en un livre intitulé : *Des enfants malgré nous*[1], Maurice Thorez a condamné avec une grande violence ce qu'il considérait comme une concession ou un retour aux théories malthusiennes, depuis longtemps démenties par le marxisme.
Dans les thèses du XIVe Congrès le point 7 traite de cette question en ces termes :
« Plutôt que de payer des salaires décents, de prendre des mesures en faveur de la femme et de l'enfant, de construire des logements et des dispensaires, des écoles et des stades, d'assurer le repos et la santé des travailleurs, les classes régnantes préfèrent propager les doctrine inhumaines du néo-malthusianisme, dégradantes pour la personne, fatales pour le pays. Au moment où les générations montantes se doivent d'assurer une retraite convenable à un nombre grandissant de vieillards, on répand le mensonge absurde que la France serait surpeuplée et que la dénatalité serait pour elle un bienfait. Le néo-malthusianisme, conception ultra réactionnaire, remise à la mode par les idéologues de l'impérialisme américain, est une arme aux mains de la bourgeoisie pour détourner les travailleurs de la lutte pour les revendications immédiates, pour la paix, pour le socialisme.
En combattant de toutes ses forces cette idéologie pernicieuse, le Parti n'approuve pas pour autant les lois répressives d'une bourgeoisie hypocrite qui frappe surtout les femmes du peuple ; il demande l'abrogation de ces lois. »
Puis, au point 42, nous avons vu, il est dit :
«Dans la bataille sur les questions de la paupérisation et du néo-malthusianisme, pour les principes marxistes-léninistes, le Parti a fait front contre le courant réformiste et l'a battu. »
Ces textes ne donnent pas une idée de la façon dont la discussion a été menée dans le Parti.
Il est exact qu'il y a eu en Amérique (voir le livre de William Vogt sur La faim du monde) une tentative pour remettre en honneur les théories de Malthus que Marx, de son temps, avait écrasées avec toute la vigueur nécessaire. Le Parti (Cahiers du Communisme de juin 1951) avait dénoncé l'ouvrage de Vogt, d'un cynisme répugnant, et mis en garde contre cette manifestation néo-malthusienne. En 1956, Jean Fréville a publié un livre très documenté sur les théories de Malthus et leur réfutation par les maîtres du socialisme[2].

---

[1] Éditions de Minuit.
[2] Jean Fréville : l'Epouvantail malthusien. Editions Sociales, 1956.

Il serait exagéré de dire que les théories néo-malthusiennes aient eu en France un grand retentissement. Les ouvriers savent bien que ce ne sont pas les produits alimentaires qui manquent pour une population soi-disant excédentaire, mais bien les moyens de les acheter. Ils n'oublient pas les destructions fantastiques qui ont accompagné la crise de 1929. Ils savent que dans les pays socialistes le problème de la surpopulation ne se pose pas, qu'en Chine même, les famines traditionnelles ont pu être définitivement maîtrisées et que le grand nombre des habitants représente la plus précieuse richesse de ce pays.
Bien entendu, les publicistes bourgeois ne renonceront jamais à expliquer la misère par l'excès de population — en Algérie par exemple — et cette argumentation grossière pourra être acceptée par des esprits mal informés. Le Parti doit donc veiller à ne pas laisser se répandre des explications néo-malthusiennes qui tendent à innocenter le régime capitaliste et à rendre les travailleurs responsables de leur propre misère. Pour les communistes, ces questions sont parfaitement claires et ils disposent de tous les arguments nécessaires.
Mais en 1955, il s'agissait bien moins du néo-malthusianisme, fort peu virulent, que d'une discussion sur la liberté de conception et la nécessité de combattre les lois réactionnaires de 1920, 1923 et 1939 qui répriment l'avortement et la diffusion des méthodes anti-conceptionnelles. (souligné par JPD)
Le secrétaire général du Parti a voulu voir dans la campagne pour l'abrogation de ces lois une tentative hypocrite pour remettre en honneur les théories de Malthus. Avec une grande vigueur il a assimilé à des malthusiens tous ceux qui voulaient lutter pour cette abrogation. Le ton est monté rapidement et a entraîné avec la majorité des médecins communistes un véritable conflit qui s'est résolu par le départ ou la mise en sommeil de ces derniers.
Les médecins savent, par expérience, que l'avortement clandestin est une plaie sociale dont sont victimes un très grand nombre de femmes. Dans le livre cité plus haut, Fréville écrit :
« On estime le nombre des avortements en France à plusieurs centaines de mille par an : ils entrainent une issue fatale, des maladies ou la stérilité pour des dizaines de milliers de femmes. »
Il n'est pas un médecin qui ne soit au courant de la gravité du mal. Il ne serait pas digne du Parti de ne pas examiner ce problème avec franchise et de ne pas s'efforcer de libérer les femmes de ce fléau, dans la mesure du possible. Il est certain que la suppression des lois répressives concernant l'avortement et la libre utilisation des moyens contraceptifs représenteraient un pas en avant important.
Le problème a été posé en termes excellents par Lénine qui écrit dans son étude sur « *La classe ouvrière et le néo-malthusianisme* » :
« Certes, cela ne nous empêche pas d'exiger un changement complet de toutes les lois interdisant l'avortement ou la diffusion d'ouvrages de médecine ayant trait aux moyens anti-conceptionnels, etc. Ces lois sont des hypocrisies des classes dirigeantes. Ces lois ne guérissent pas les maladies du capitalisme, mais les rendent particulièrement funestes et graves pour les classes opprimées. La liberté de la propagande médicale et la défense des droits économiques élémentaires pour les citoyens et les citoyennes est une chose. La théorie sociale du néo-malthusianisme en est une autre. Les ouvriers conscients mèneront toujours la lutte la plus impitoyable contre les tentatives d'insuffler cette théorie réactionnaire et lâche à la

classe la plus avancée de la société contemporaine, à celle qui est la plus forte, la mieux préparée à la grande transformation. »
Je crois que cette position était parfaitement comprise par la très grande majorité des médecins qui ont très mal supporté d'être traités de néo-malthusiens alors qu'ils auraient voulu seulement voir le Parti approuver et éventuellement soutenir la lutte contre le fléau de l'avortement clandestin.
La position du secrétaire général du Parti était à la longue insoutenable et c'est pourquoi après un combat qui a fait beaucoup de dégâts dans le corps médical et a détourné l'attention du Parti de problèmes plus urgents, Maurice Thorez a dû finalement accepter la condamnation de ces lois répressives. C'est ce qui explique le dernier alinéa du point 7 des thèses du XIV° Congrès, que nous avons reproduit plus haut.
Mais sur la façon dont ce dernier alinéa a été introduit, le compte-rendu du XIVe Congrès nous renseigne de manière intéressante. En effet, dans son rapport sur le projet de thèse, le rapporteur Georges Cogniot, s'exprime ainsi :
« Sur ce point (le point 7) relatif à la lutte contre le néo-malthusianisme aucune modification de fond n'est, bien entendu, envisagée; mais, pour réparer une omission (souligné par moi, J.B.), on ajoute un troisième alinéa ainsi rédigé : « En combattant de toutes ses forces cette idéologie pernicieuse, le Parti n'approuve pas pour autant les lois répressives d'une bourgeoisie hypocrite qui frappe surtout les femmes du peuple; il demande l'abrogation de ces lois. »
C'est faire preuve d'une certaine audace que d'essayer de faire croire qu'il s'agissait d'une «omission» ! La vérité c'est que le projet de thèse, qui traduisait plus exactement la pensée de la direction, ne voulait pas parler de l'abrogation des lois répressives que l'on n'avait cessé d'assimiler frauduleusement, contrairement à ce que Lénine avait déjà précisé, à la propagande néo-malthusienne. Le point 7 a dû être complété parce que la façon dont la discussion avait été menée jusqu'alors était devenue un objet de scandale et qu'il avait fallu battre en retraite en consentant une correction formelle.
Il s'agit bien d'une correction formelle faite à contrecœur, puisque la direction du Parti, depuis cette époque, en dépit de ce dernier alinéa qui aurait dû devenir la loi du Parti, n'a pas levé le petit doigt pour combattre ces lois répressives. La question a été purement et simplement enterrée.
Plusieurs remarques s'imposent. Si, dès le départ, les partisans de l'abrogation des lois répressives sont traités de néo-malthusiens honteux, si on leur attribue des arrière-pensées inavouables, la discussion sincère est rendue impossible. C'est bien ce qui s'est produit. Le rôle du Parti était de mettre en garde contre le danger éventuel d'une confusion entre la question de l'abrogation des lois et celle du néo-malthusianisme, de rappeler les textes fondamentaux qui pouvaient éclairer la discussion, enfin de se prononcer sans ambiguïté en faveur de la suppression de ces fameuses lois. La direction du Parti avait le droit de juger si, dans la situation politique du moment, il était bon que lui-même prit la tête d'une campagne contre les lois répressives, mais il n'avait pas à décourager et à combattre ceux qui, à côté du Parti ou dans le Parti, attachaient de l'importance à ce problème.
Ce qui est grave, également, c'est que le secrétaire général ayant dû finalement modifier ses positions primitives et accepter, dans les conditions que nous avons exposées, la condamnation des lois répressives, cette correction n'a jamais été reconnue ouvertement et moins encore publiquement. Il n'y a pas eu l'ombre du

commencement d'une petite autocritique. La direction du Parti a fait semblant de croire que, du début à la fin du débat, sa position était restée la même.

Le fond du problème

Une autre question se pose : pourquoi le secrétaire général a-t-il combattu tout de suite, avec tant de vigueur ceux qui désiraient voir le Parti soutenir une action contre les lois répressives ?

On répondra peut-être que lutter contre les méfaits de l'avortement clandestin, c'est lutter contre une conséquence relativement secondaire du système capitaliste et par conséquent courir le risque de détourner l'attention de l'objectif principal qui doit être le renversement de ce système, cause première de toutes les misères qui frappent les travailleurs. Cependant la lutte contre le capitalisme n'est jamais abstraite, elle est toujours la lutte contre les effets concrets du système, qu'il s'agisse des salaires, de l'intensification du travail, de la guerre d'Algérie, de meilleurs logements, de crédits en faveur de l'enseignement, de l'école laïque, etc., etc. La lutte pour l'abrogation des lois répressives fait partie d'un très vaste ensemble mais c'est un secteur qui a son utilité puisqu'il peut aider à combattre tout l'énorme appareil des hypocrisies bourgeoises. Il est de toute façon certain que l'importance donnée à cette bataille contre le prétendu néo-malthusianisme a eu pour principal résultat, pendant de longs mois, de détourner l'attention d'un grand nombre de communistes du secteur autrement décisif qu'était la lutte contre la guerre d'Algérie.

Le secrétaire général depuis fort longtemps, et surtout après la Libération, avait dénoncé le danger que la dénatalité faisait courir à la France; il avait insisté, avec raison, sur la sollicitude que devrait avoir le gouvernement et le pays tout entier pour les enfants et pour les mères. Il a donc pu penser qu'une prise de position très nette sur la question du contrôle des naissances pourrait paraître comme un encouragement à une baisse de la natalité et, par conséquent, comme un reniement des idées qu'il avait développées naguère. Mais il n'est pas non plus interdit de penser qu'il a peut-être été influencé par les positions que Staline avait prises en Union Soviétique sur cette question. C'est en 1936 que Staline avait fait décréter l'interdiction de l'avortement. Ce décret a été abrogé en 1955. Peut-être Maurice Thorez n'a-t-il pas senti que cette dernière décision correspondait, en Union Soviétique, à la volonté de traiter de façon nouvelle les problèmes humains, dont aucun ne saurait être négligé.

En tout cas, la position prise par le secrétaire général du Parti sur la question du contrôle des naissances n'était certainement pas conforme aux sentiments de la grande majorité des femmes de notre pays. C'est un fait, je crois, incontestable que l'écrasante majorité des femmes et des couples désireraient avoir des enfants, non pas un, mais plusieurs; il ne s'agit pas seulement d'un instinct naturel mais du sentiment que la présence des enfants apporte une chaleur irremplaçable et surtout donne un sens précis aux espoirs d'avenir qui soutiennent tous les êtres humains.

Ce que souhaitent les femmes et les hommes, ce n'est pas la stérilité, mais le contrôle conscient de la procréation qu'ils ne veulent pas abandonner au hasard des circonstances. Connaître les moyens contraceptifs les moins aléatoires et les plus inoffensifs, avoir la possibilité de les acquérir librement, représenterait pour les femmes — et aussi pour les hommes — un soulagement moral qui éviterait bien des difficultés conjugales. Ce soulagement serait renforcé si la femme savait qu'en dernier recours, un avortement autorisé, pratiqué dans les meilleures conditions

d'hygiène, pourrait interrompre une fécondation accidentelle non désirée. On peut être assuré que si le Parti avait défendu ces positions sans équivoque il aurait conquis le cœur et la confiance des femmes plus sûrement que par de fades déclarations sentimentales sur l'enfance et le respect dû aux mères.

Dans ce domaine encore on peut constater que le Parti a pris une position conservatrice, qu'il a volontairement fermé les yeux devant des problèmes qui, sans être nouveaux, se posent avec plus d'acuité à une époque où les femmes prennent davantage conscience de leur esclavage, cherchent à se libérer des terreurs religieuses et des interdits sociaux qui pèsent sur elles depuis si longtemps. C'est par là que la bataille sur le « birth control » prenait son importance politique.